PREMIÈRE EXPÉRIENCE D'UN ENREGISTREMENT MASSIF DANS LA RÉGION DE GUIRIKO AU BURKINA FASO

La technologie Mobile Application to Secure Tenure (MAST) face au défi de la forte demande d'actes fonciers dans la commune de Karangasso-Vigué.

Dr. Raymond SOUMBOUGMA - ONF

Bruno Baowindnere YAMEOGO - ONF

L'enregistrement massif pourrait être une stratégie pour désengorger les communes à forte demande d'actes fonciers et contribuer ainsi à la sécurisation des terres des paysans ainsi qu'à une bonne gouvernance foncière au niveau des collectivités locales.

La digitalisation et l'intégration de nouvelles technologies constituent aujourd'hui une alternative pour le développement et la transparence. La technologie MAST constitue dès lors un atout indéniable dans ce processus d'une meilleure gouvernance foncière au Burkina Faso.

Le projet de renforcement de la gouvernance foncière pour la sécurité alimentaire au Burkina Faso est mis en œuvre par le consortium Observatoire National du Foncier au Burkina Faso (ONF-BF), OXFAM Burkina Faso et NITIDAE Burkina Faso.

Le projet est financé à hauteur de 2 millions d'euros par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas à travers l'Agence néerlandaise de développement (RVO) sur une durée de 36 mois (2023-2026). Il intervient dans dix communes, à savoir les communes de Satiri, Bama, Karangasso-Sambla, Karangasso-Vigué, Péni et Toussiana dans la région des Hauts Bassins, et les communes d'Ouarkoye, Bana, Tchériba et Kona dans la région de la Boucle du Mouhoun. Il a pour objectif général d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des femmes et des jeunes du pays par la sécurisation de leur accès à la terre et par le renforcement des pratiques de gouvernance et de gestion foncière.

De manière spécifique, il s'agit de :

***OS1 (Composante 1)** : promouvoir un meilleur accès des femmes et des jeunes vulnérables aux terres (hydroagricoles et pastorales) dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins ;*

***OS2 (Composante 2)** : sécuriser les terres au profit des femmes et des jeunes vulnérables à l'insécurité alimentaire ;*

***OS3 (Composante 3)** : valoriser les terres sécurisées dans une perspective de renforcement de l'inclusion sociale des femmes et des jeunes vulnérables à l'insécurité alimentaire ;*

***OS4 (Composante 4)** : gérer et rendre opérationnel le dispositif de suivi-évaluation et capitaliser les acquis du projet.*

I. INTRODUCTION

L'accès sécurisé à la terre constitue un enjeu majeur pour les populations rurales du Burkina Faso, où l'agriculture représente plus de 80 % des moyens d'existence locaux. Dans un contexte marqué par une pression foncière croissante, l'extension des aménagements agricoles et la multiplication des conflits liés aux limites de parcelles, les communes rurales sont confrontées à une demande accrue d'actes fonciers formels, notamment les attestations de possession foncière rurale (APFR), prévues par la Loi 034-2009 portant régime foncier rural.

La commune de Karangasso-Vigué, située dans la région de Guiriko, illustre clairement cette dynamique. Les 25 villages de Karangasso-Vigué connaissent depuis plusieurs années un accroissement des transactions foncières, un intérêt accru pour la sécurisation des exploitations familiales et une forte mobilisation communautaire autour de la reconnaissance officielle des droits fonciers. Face à ce contexte, les méthodes classiques de levés topographiques, de collecte et de traitement des dossiers fonciers ont montré leurs limites : difficultés de fonctionnement du service foncier, manque de ressources humaines et de matériel technique, lenteur des procédures, risques d'erreurs, dépendance au papier et difficulté de mise à jour des données[1].

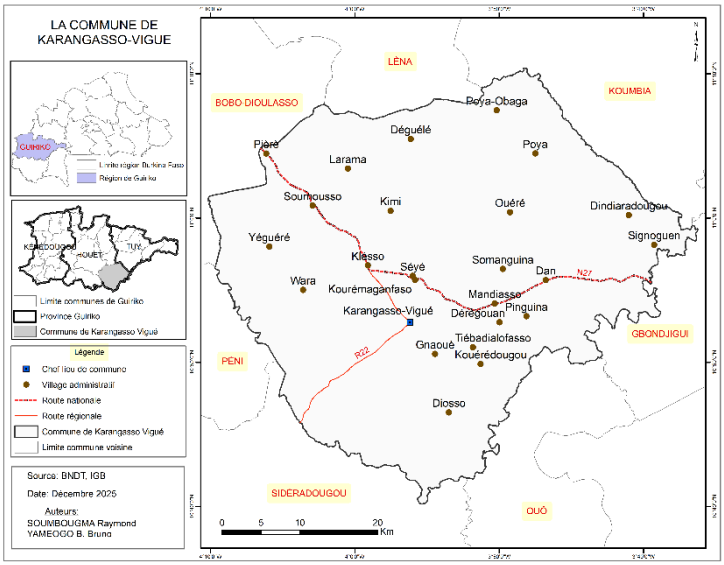


Figure 1: situation géographique de la commune de Karangasso Vigué

C'est dans ce cadre que le projet LAND-At-Scale introduit la technologie Mobile Application to Secure Tenure (MAST), un outil numérique de collecte et de gestion des données foncières développé avec l'appui de l'USAID (United States Agency for International Development). Elle vise à faciliter la documentation participative, rapide et transparente des droits fonciers ruraux. Déployée pour la première fois dans la commune lors d'une opération d'enregistrement massif, l'initiative représente une expérience majeure dans l'appropriation des technologies numériques par le service foncier rural (SFR).

L'usage du MAST constitue une innovation importante dans le paysage foncier burkinabè car il permet l'implication directe des communautés, améliore la précision des délimitations, réduit les délais d'instruction des dossiers et renforce la confiance entre populations, autorités coutumières et services communaux[2]. Plusieurs études internationales soulignent que les

[1] **German, L., Unks, R., & King, E. (2011).** Land governance and agrarian change in Africa: The role of local institutions. Land Use Policy, 28(3).
[2] **Raymond S. et Bruno B.Y., 2024.** Mobile Application to Secure Tenure, outil numérique efficace de sécurisation et de gestion des terres rurales au Burkina Faso. Land Portal Foundation / RSIN 854330045

.

solutions numériques participatives, lorsqu'elles sont bien accompagnées, contribuent à réduire les conflits fonciers et à renforcer la gouvernance locale des terres[3].

Cette expérience vise donc à documenter les premiers résultats de l'opérationnalisation du MAST, les défis rencontrés et les enseignements tirés pour une éventuelle mise à l'échelle dans d'autres communes rurales du pays.

Dans quelle mesure les réformes juridiques récentes et les outils numériques comme MAST permettent-ils de répondre à la massification des demandes sans sacrifier la qualité, la transparence et l'inclusion ?

II. PROBLÉMATIQUE

Dans un contexte de pression foncière croissante liée à l'expansion agricole, l'urbanisation, les changements climatiques et la crise sécuritaire, le Burkina Faso est confronté à une demande exponentielle d'actes de sécurisation foncière, notamment d'APFR. Cette demande, qui émane des acteurs ruraux, dépasse largement les capacités techniques, administratives et financières des institutions en charge du foncier.

La commune de Karangasso-Vigué, à l'image des autres collectivités territoriales de la région de Guiriko, est confrontée à des difficultés liées à la sécurisation des terres rurales. Malgré la mise en œuvre de la loi 034-2009 et de ses décrets d'application, qui encadrent les dispositifs visant à faciliter l'accès à la terre et à garantir les droits des producteurs ruraux, l'absence d'outils efficaces limite fortement l'action des SFR.

Face à la multiplication des demandes de sécurisation exprimées par les paysans, la digitalisation systématique des procédures et l'interopérabilité entre les acteurs intervenant dans la délivrance des actes fonciers apparaissent indispensables. Ces demandes d'actes dépassent largement la capacité administrative et technique des services déconcentrés. Les méthodes traditionnelles de bornage et d'enregistrement, longues et coûteuses, peinent à répondre à une pression foncière croissante, alimentée par l'expansion agricole, la dynamique démographique et des tensions parfois latentes entre agriculteurs et éleveurs.

Face à ce défi, des innovations technologiques émergent pour accélérer et démocratiser l'enregistrement des droits. Parmi elles, la Mobile Application to Secure Tenure (MAST) se présente comme une solution prometteuse. Déjà expérimentée dans d'autres régions du Burkina, MAST vise à dématérialiser et simplifier le processus de collecte de données et de délivrance d'APFR grâce à une tablette Android. Pour répondre à la forte demande d'actes fonciers dans la commune, l'outil MAST propose un processus plus simple et plus rapide permettant à l'ensemble des acteurs d'interagir efficacement et de réduire les délais ainsi que les coûts liés à la délivrance des documents fonciers.

[3] **Arnaldi, A. et Montanari, E. (2021).** *Participatory Land Registration and Digital Mapping Tools in Sub-Saharan Africa. Land Use Policy* ***Meinzen-Dick, R., Quisumbing, A., Doss, C. & Theis, S. (2019).*** *Gender, Land Rights and Digital Approaches in Rural Africa. IFPRI Discussion Paper..*

III. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans le but de montrer la contribution de la technologie MAST au défi de la forte demande d'actes fonciers dans la commune de Karangasso-Vigué, nous avons adopté une démarche fondée sur les entretiens avec les acteurs de l'opération, les données statistiques et les expériences de terrain.

Suite à l'opérationnalisation de l'outil dans la commune, nous avons réalisé des entretiens auprès de l'agent domanial du SFR ainsi qu'auprès des bénéficiaires. Le guide d'entretien a été orienté sur les effets et les changements induits par la technologie dans le processus de délimitation massive pour la sécurisation des terres et les délais d'exécution. Les données statistiques ont également été fournies par l'équipe d'administration de la technologie MAST à travers l'application elle-même. Cette équipe a assuré l'implémentation de l'outil, la formation des acteurs et le suivi du processus de délimitation et du traitement des actes fonciers. Les vues cartographiques ont été extraites des données du projet MAST dans la commune de Karangasso-Vigué.

Des données complémentaires ont aussi été recueillies à partir de recherches bibliographiques d'auteurs traitant de la question foncière en milieu rural et de rapports d'activités.

IV. DÉMARCHE ET ANALYSE DE L'OPÉRATION

Un ensemble de moyens techniques et d'activités a été mobilisé pour mener à bien les opérations de délimitation des terrains dans les villages de la commune de Karangasso-Vigué.

Prérequis de l'opérationnalisation de l'outil MAST

L'opérationnalisation réussie d'un outil numérique comme MAST dans un contexte rural comme Karangasso-Vigué repose sur la satisfaction de prérequis à la fois techniques, humains et institutionnels. Avant même le lancement de la collecte, il a été crucial de mettre en place les conditions matérielles et humaines favorables pour l'utilisation de la technologie.

Dotation de matériels techniques

L'efficacité de MAST dépend directement de l'accès à un équipement adéquat. Cette phase a consisté à doter l'équipe du SFR de deux smartphones Android robustes pour chaque commune. De plus, la commune a reçu deux GPS pour faciliter la gestion de la précision des coordonnées géographiques, des ordinateurs et des imprimantes pour le traitement des données foncières ainsi qu'un routeur pour la connexion internet. Cette dotation a nécessité une logistique adaptée

et un budget spécifique soutenu par le partenaire technique et financier pour les dix communes d'intervention du projet LAND-At-Scale.

Puisqu'elle faisait partie des communes bénéficiaires, la commune de Karangasso-Vigué a bénéficié de ce kit technique pour les opérations et la gestion des données foncières.

Photo prise par l'équipe MAST



Photo 1: Remise symbolique de matériels MAST à Bobo Dioulasso, février 2025

Formation des ASFR et des agents du cadastre à l'outil MAST

La technologie n'est qu'un moyen et son appropriation par les acteurs de la sécurisation foncière en milieu rural est la clé. Une formation théorique et pratique a été dispensée au profit des agents du SFR (ASFR) et des agents du cadastre des services techniques de l'État dans les régions d'intervention du projet de la ville de Bobo Dioulasso.

Photo prise par 'équipe MAST

Ces renforcements de capacités ne se sont pas limités aux fonctionnalités de l'interface de l'application mais ont inclus des séances pratiques qui ont permis aux participants d'allier la théorie à la pratique. L'objectif était de former les ASFR et les agents du cadastre à l'utilisation de MAST comme outil de gestion et de partage des données foncières.



*Photo SEQ Image * ARABIC 2 : Séance de formation des ASFR , Bobo Dioulasso*

Ces prérequis ont permis d'opérationnaliser les services fonciers des communes, en particulier celui de Karangasso-Vigué, et les services du cadastre des régions concernées pour une meilleure délimitation et gestion des terres.

Appui, suivi et articulation avec le SFR

L'organisation d'une collecte massive dans un contexte de forte demande, comme à Karangasso-Vigué, dépasse la simple logistique pour devenir un exercice de gouvernance

opérationnelle en temps réel. Elle repose sur une synergie entre l'innovation technologique (MAST) et les structures institutionnelles existantes, notamment le SFR et les commissions foncières villageoises (CFV) dans les villages.

Organisation des paysans au niveau local

Pour mener à bien cette opération, il a été fait un pointage des fiches de demande auprès des CFV afin de cibler les villages à forte demande. Ce pointage a également permis de réaliser des rencontres de sensibilisation dans les villages auprès des propriétaires terriens. L'objectif de ces échanges était d'informer les populations à propos de la nouvelle technologie et de l'organisation pratique des opérations de délimitation.



Photo 3 : Séance d'organisation de la collecte des données dans le village de Kimi

Photo prise par l'agent domanial

Opération de collecte, appui et suivi des activités

L'organisation de la collecte massive des données dans le cadre du déploiement du MAST repose sur une planification méthodique intégrant les dimensions techniques, communautaires et institutionnelles. L'enregistrement massif a nécessité une approche structurée, articulée autour de plusieurs étapes : mobilisation communautaire, définition des zones de levés, coordination avec les autorités coutumières et validation progressive des données collectées.

Les délimitations de terres ont été réalisées par le seul agent du service foncier de Karangasso-Vigué. Les CFV ont appuyé ces opérations conformément aux procédures de sécurisation foncière en milieu rural au Burkina Faso.

L'agent domanial du service foncier, M. Kissou Herman, a délimité en moyenne douze terrains par jour. Chaque délimitation a été réalisée avec l'enregistrement des informations socio-professionnelles des propriétaires terriens. Aussitôt après chaque délimitation, les paysans ont pu déterminer la superficie de leur terrain avec MAST Mobile et celle des terres des

propriétaires mitoyens. Il convient de souligner que la solution MAST offre aussi des fonctionnalités pour éviter les doubles délimitations et les chevauchements de terrains.



Photo 4 : Opération de délimitation d'un terrain avec MAST à Karangasso-Vigué

Photo prise par l'agent domanial

Cette réussite corrobore les idées de Zevenbergen et al. (2013), selon lesquelles la réussite des processus de formalisation foncière repose sur une combinaison d'outils technologiques et d'ancrage institutionnel local, notamment lorsque les communautés participent activement aux levés[4]. De même, McCall et Minang (2005) soulignent que les méthodes participatives de cartographie améliorent l'acceptabilité et la légitimité des données collectées, réduisant les risques de conflits ultérieurs[5].

Ces constats ont aussi été confirmés par les propos de l'agent domanial de la commune de Karangasso-Vigué :

« Je suis allé à Poya pour une délimitation. Après avoir collecté les données, sur place, j'ai tout expliqué au chef du village et aux membres de la Commission Foncière Villageoise, tout en leur précisant que ces données seraient transmises directement aux cadastres. Cela a été très apprécié. »

Dans la commune de Karangasso-Vigué, l'organisation a permis d'établir un calendrier de collecte adapté aux disponibilités des ménages, de déployer le service foncier de village en village, d'assurer la communication avec les leaders coutumiers et les CFV, d'identifier les demandes prioritaires et d'utiliser l'application MAST pour enregistrer la géométrie, l'identité, les droits et les photographies.

[4] **Zevenbergen, J., Augustinus, C., Antonio, D. et Bennett, R. (2013).** *Pro-poor land administration: Principles, options and tools.* ONU-Habitat.
[5] **McCall, M.K. et Minang, P.A. (2005).** *Assessing Participatory GIS for Community-Based Natural Resource Management.* Ecology and Society.

La démarche s'inscrit dans les principes de gouvernance foncière décentralisée qui recommandent une implication forte des niveaux locaux afin de garantir l'adhésion et la qualité des données.

V. RÉSULTATS DE L'OPÉRATION DE DÉLIMITATION ET DE COLLECTE DES INFORMATIONS

Cartographie des terres délimitées

Les terrains enregistrés dans le cadre de cette opération ont permis des avancées significatives dans la sécurisation foncière de la commune. Avant la mise en œuvre de MAST dans la commune de Karangasso-Vigué et en l'absence d'outil efficace, aucune APFR n'avait été délivrée. À la suite de l'implémentation de l'outil MAST, les résultats de l'opération ont permis de construire un visuel cartographique des terres pour une meilleure gestion.

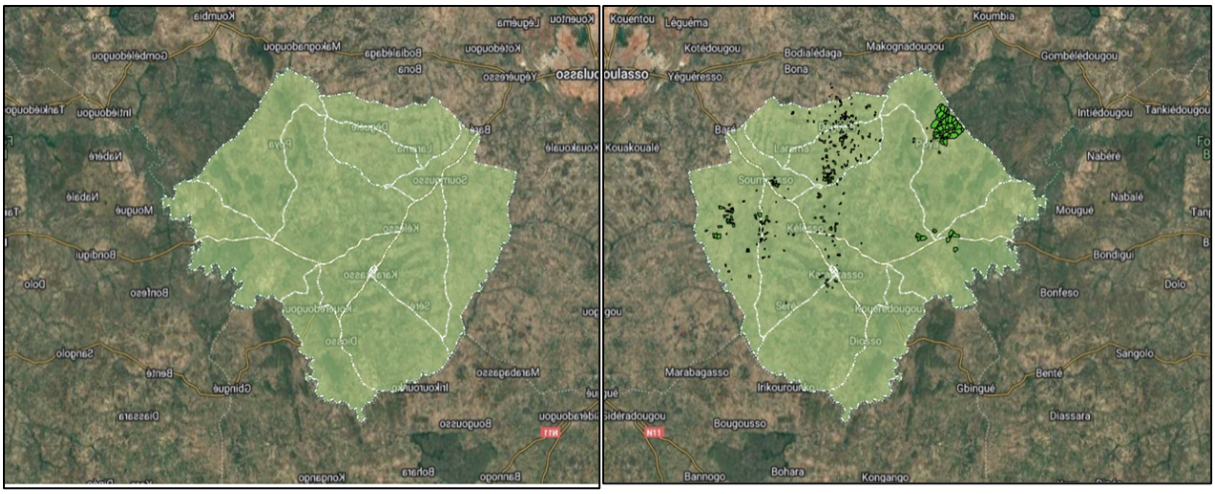


Figure 2 : Situation avant et après l'enregistrement des terres dans MAST

Résultats et analyse des données collectées

Au cours de cette période, 374 demandes ont été enregistrées en deux mois. La forte prédominance des demandes individuelles (presque les trois quarts des cas) suggère que l'enregistrement massif a principalement répondu à une demande de sécurisation individuelle plutôt qu'à des demandes collectives ou de familles élargies. On observe une inégalité de genre marquée avec près de 20 points d'écart (60,7 % contre 39,3 %) en faveur des hommes. Cela reflète les réalités socioculturelles et foncières en milieu rural burkinabè où les hommes ont traditionnellement un accès plus direct à la terre.

Alors que les femmes représentent 39,3 % des demandeurs, elles ne contrôlent que 6,8 % de la superficie totale demandée. L'écart est donc encore plus frappant en termes de surface qu'en termes de nombre de demandes. Il faut noter aussi que ces femmes des villages de Kimi et Déguélé ont bénéficié d'un appui particulier du projet PAFA-4R[6] implémenté par le Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF).

[6] Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest (PAFA-4R).

Demandes enregistrées	Femmes	Hommes	Total
Collective	47	53	**100**
Individuelle	100	174	**274**
Superficie (Ha)	71,87	989,3	**1061,17**

Source : Land-At-Scale/MAST 2025

Tableau SEQ Tableau * ARABIC 1 *: Distribution genrée des terres délimitées dans la commune*

Ce tableau illustre de manière chiffrée un enjeu central de la réforme foncière au Burkina Faso. La technologie MAST peut révéler et documenter les inégalités, mais elle ne les résout pas automatiquement. L'outil technique doit être accompagné d'une volonté politique et d'actions ciblées pour promouvoir l'équité foncière. L'expérience de Karangasso-Vigué montre que, même dans un processus innovant et participatif, les inégalités structurelles persistent et nécessitent des actions correctives spécifiques en faveur des femmes.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'expérience d'enregistrement massif des 374 terrains durant 60 jours de délimitation dans la commune de Karangasso-Vigué démontre que l'outil MAST constitue une avancée opérationnelle majeure pour répondre à la forte demande sociale d'actes fonciers. En structurant la collecte, en accélérant le traitement des données et en améliorant la transparence, il permet aux institutions locales d'absorber une partie significative de la demande là où les méthodes traditionnelles peinent. La réussite de son opérationnalisation grâce à la dotation en matériel et à la formation des acteurs valide son potentiel de déploiement à plus grande échelle.

Cependant, l'analyse des données révèle que la technologie, aussi efficace soit-elle, reste un amplificateur neutre des dynamiques socio-foncières préexistantes. Les données recueillies mettent en lumière l'ampleur des inégalités foncières de genre, tant en nombre d'actes qu'en superficie contrôlée. Ainsi, si MAST est un outil puissant pour documenter et révéler ces inégalités, il n'est pas en soi un outil pour les corriger.

Pour améliorer la collecte des demandes et le traitement des informations d'actes fonciers dans les communes, nous recommandons aux autorités des collectivités territoriales de travailler à renforcer la synergie entre les services techniques communaux et ceux du cadastre. Les communes doivent également aider les SFR à organiser des opérations de collecte dans les villages à forte demande de délimitation. Afin de lever les réticences des paysans à la sécurisation de leur terre, il est nécessaire que les sensibilisations soient maximisées dans les villages, surtout en faveur des femmes et des jeunes. Enfin, nous recommandons aux partenaires techniques et financiers et aux structures centrales en charge du foncier de promouvoir

l’implémentation des outils numériques comme MAST dans les autres communes du Burkina Faso.